

## LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

**LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DE GENNEVILLIERS MAGAZINE**



**FRONT DE GAUCHE ET CITOYEN-NES (PCF-PG-FASE)**

### LE GOUVERNEMENT NE VEUT PAS QUE NOS ENFANTS VIVENT DANS LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

→ Anne-Laure Perez

La loi ELAN couplée à la loi de finances 2018 va diminuer le financement de l'État dans le logement social et permettre au secteur privé d'augmenter sa part du gâteau. Comment ? En fragilisant le logement social, en s'attaquant au cadre de vie des locataires et en enlevant aux communes la gestion des HLM. Avec la révision du bail tous les 6 ans, ne laissant aux habitants des couches moyennes pas d'autre choix que d'acheter, et l'obligation de vente de logements HLM pour en construire (rallongeant les durées d'attente et augmentant les situations de détresse

pour tous les demandeurs), l'État ne laisse aucune chance aux habitants des quartiers populaires de continuer à vivre dans la Métropole du Grand Paris. L'État impose aux offices à se regrouper pour atteindre le seuil de 15 000 logements (l'OPH en a 8 600), tout en baissant les APL. Ces mesures vont éloigner les locataires des décideurs et baisser les ressources des offices pour construire ou améliorer le quotidien. C'est une généralisation de la précarité pour tout le monde. Nous ne pouvons pas laisser le gouvernement détruire ce que nos aïeux ont mis plus de 70 ans à construire, qui permet aux gens d'origine populaire de pouvoir vivre proche des lieux de travail, de formation, de loisirs et de culture. Les élus Front de gauche vous invitent le 5 juin, devant le ministère du Logement, à manifester pour remettre les pétitions genevilloises. Nous ne lâcherons rien ! Contact : [groupefdg@ville-genevilliers.fr](mailto:groupefdg@ville-genevilliers.fr)



**GRUPE SOCIALISTE**

### BONNES VACANCES, À TOUS LES ENFANTS !

→ Karine Chalah

Aujourd'hui, on compte toujours des millions de personnes qui ne partent pas en vacances pendant plusieurs années consécutives. Pourtant, de nombreuses familles aimeraient partir mais leur situation sociale et économique ne le permet pas. À ces familles en difficulté, la municipalité propose d'agir face à cette inégalité. C'est pourquoi, la Ville prend en charge une partie des coûts. Grâce au quotient familial, la participation des familles est calculée selon leurs ressources pour que personne ne soit exclu. Pour l'année 2017, ce sont 989 enfants et jeunes Genevillois

de 4 à 17 ans qui sont partis en séjours. Les vacances d'été favorisent le vivre ensemble, les rencontres et l'entraide dans des moments de convivialité. Ainsi que la découverte d'un nouvel environnement ou de nouvelles activités. Le service municipal des séjours vacances se mobilise pour vous aider à choisir parmi de nombreux séjours à la mer, la montagne, la campagne et des séjours linguistiques à l'étranger. Nous vous proposons des séjours et des thématiques différents sur la nouvelle plaquette. Et nous suggérons aux familles qui travaillent au mois d'août d'inscrire les jeunes enfants sur des séjours à Ménilles, à 1 heure de Genevilliers, où un programme est adapté aux plus petits. La nature et vie de château sont les meilleurs ingrédients pour une première colo ! Alors nous vous souhaitons à tous de très bonnes vacances ! Groupe.socialiste@ville-genevilliers.fr ; 01 40 85 63 56.



**GENNEVILLIERS ÉCOLOGIE**

### « AGIS DANS TON LIEU, PENSE AVEC LE MONDE »

→ Délia Toumi

L'espace public, ça ne peut pas être le « tout auto » qui éjecte les piétons de la rue. Ça n'est pas plus la « résidentialisation » qui édifiait encore des frontières, pour protéger le privé du public, crée ces étranges communautés fondées sur l'exclusion de qui n'appartient pas à leurs lieux. Stérilisé, l'espace public devient ainsi des no man's land urbains voués aux seuls transits. Inquiétons-nous, car du local au global, on observe ce courant de repli sur soi, qui fait le fonds de commerce des mouvements populistes et nationalistes. Selon B. Weber, un véritable espace public est celui qui permet aux différentes activités et occupations de cohabiter dans une relative

proximité. Il garantit l'accès libre et continu et il réfléchit la régulation des conflits. Il permet ainsi à ces dernières d'entrer dans une interaction fertile. Plutôt que de répondre à la pression des rapports de forces, nous devrions prendre à bras-le-corps la complexité du « vivre ensemble ». Alors, les actions éducatives, culturelles, sportives, sociales, l'implication des habitants et une programmation urbaine se construiraient dans des problématiques partagées. Les conditions existent à Genevilliers pour que chacun prenne sa place dans cette fabrique de la cité, pour que chacun puisse mener avec ses voisins cette marquerie urbaine dont chaque pièce est aussi belle que le tout. Parmi les transformations en actes de cette « pensée du commun », il y a l'Agrocité, qui inscrit autant l'agriculture comme utilisation écologique de la terre nourricière, que comme espace du partage. L'écologie est en effet politique quand elle pense autant la société que ses interactions avec la Terre et le vivant. Il n'y a donc guère d'autre choix que d'être à contre-courant de la tentation du repli qui menace le monde d'aujourd'hui. « Agis dans ton lieu, pense avec le monde », c'est le conseil d'É. Glissant, pour que le bien commun, aille au-delà de soi.



→ Sylvie Morel

UNION DES GENNEVILLOIS-E-S

## « GRANDIR ET VIVRE ENSEMBLE AUTREMENT »

Parentalité positive, communication bienveillante... En ce moment, sur Internet et dans les rayons des librairies, ces termes ont la cote. Méthode efficace pour les uns, laxisme pour les autres... On sait qu'une éducation empathique et respectueuse permet au cerveau de se développer de façon optimale. À l'opposé, le stress, les humiliations, les violences verbales ou physiques peuvent modifier en profondeur un cerveau en construction et entraîner des troubles cognitifs. Tout parent souhaite aider son enfant à construire les fondations de sa sécurité intérieure, l'accompagner pour qu'il devienne un adulte autonome, intelligent, responsable et empathique... mais ils n'ont pas toujours les clés pour le faire dans ce monde matérialiste et individualiste. Pour ces raisons, je voudrais mettre ici en avant le travail de l'association genevevoise « Ateliers éveil et sens », fondée fin 2013. Le but de cette association est de contribuer à l'épanouissement des enfants, de leurs

parents, des jeunes, par la promotion de la parentalité positive et l'éducation à la non-violence. Les actions de l'association sont multiples et s'adressent aux professionnels de la petite enfance, de l'éducation et de la santé, mais aussi aux familles et plus récemment aux jeunes.

Durant le mois de mai, l'association a organisé un festival, « Grandir et vivre ensemble autrement », pour faire la promotion de cet enjeu de société majeur : autrement, c'est-à-dire sans violence.

Ce festival aura réuni des personnalités de notoriété nationale, voire internationale, et des acteurs locaux dans un esprit associatif et festif, associant conférences, ateliers, théâtre interactif, spectacle, diffusion de film avec débat, le tout étant en accès libre. Le public visé allait du bébé au grand-parent, des professionnels aux familles.

Je ne peux que souhaiter longue vie à cette association qui fait sa part du travail tel un colibri et œuvre jour après jour pour une société moins violente.

Et pour finir, je vous offre ce conte amérindien : « Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés et atterrés observaient, impuissants, le désastre. Seul le petit colibri s'active, allant chercher quelques gouttes d'eau dans son bec pour les jeter sur le feu. Au bout d'un moment, le tatou, agacé par ses agissements dérisoires, lui dit : "Colibri ! Tu n'es pas fou ? Tu crois que c'est avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ?" " Je le sais, répond le colibri, mais je fais ma part. » Bel et doux été à vous.



→ Nasser Lajili

LA FRANCE INSOUmise - POUR UNE VILLE UNIE AU SERVICE DE TOUS

## LINKY EST DANGEREUX, IL FAUT LE STOPPER

J'avais déjà alerté le maire et la population sur les risques de laisser installer les compteurs communicants Linky (tribune libre du mois de février 2017 restée sans suite de la part du maire).

Face à l'urgence et à la gravité des problèmes dus aux compteurs Linky, je choisis d'utiliser l'espace de ma tribune en y publiant, pour faire connaître cette situation, un extrait d'une interview dans *L'Humanité* de Stéphane Lhomme, conseiller municipal de Saint-Macaire (33) et par ailleurs directeur de l'observatoire du nucléaire :

L'Humanité.fr : Quels arguments avancez-vous pour justifier votre opposition aux compteurs Linky et n'est-ce pas aller contre le progrès ?

S. Lhomme : « Les compteurs communicants sont d'abord des "big brothers" à domicile qui vont capter sur la vie des habitants d'innombrables données utilisables à des fins policières ou commerciales : la société Direct énergie vient d'ailleurs d'être prise la main dans le sac à collecter illégalement les données du programme Linky. Et, plus globalement,

l'affaire Facebook montre que les données sont toujours récupérées, volées, détournées, etc. La seule solution est d'avoir... un compteur ordinaire ! D'autre part, les Linky causent de nombreux désagréments : appareils ménagers qui dysfonctionnent ou grillent, installations qui disjonctent continuellement obligeant à prendre un abonnement plus cher, factures qui s'envolent sans raison : le déploiement des Linky est un véritable programme antisocial ! Enfin, le Linky met en jeu la santé, voire la vie des habitants en générant des incendies qui peuvent être mortels, et en faisant circuler dans les fils électriques du logement des ondes par la technologie controversée du CPL qui fait que tous ces fils émettent des ondes qui peuvent être faibles, mais dont la dangerosité est hélas avérée dans la durée : il ne faut donc pas se laisser tromper par les arguments comme "Cela émet moins d'ondes qu'un grille-pain" : vous ne faites pas des tartines 24h/24, alors que le CPL du Linky circulera continuellement. Au final, le programme Linky semble synthétiser la problématique de la France macronienne : un État violent dont les moyens sont mis au service des intérêts privés au détriment des citoyens, de l'intérêt général et de la démocratie. »

À ce jour, 600 municipalités s'opposent à l'installation de ces compteurs. À nouveau, je demande au maire et à la municipalité de s'opposer à ce déploiement. Pourquoi ne pas engager ce débat public en conseil municipal, car il concerne tous les Genevevois ?

Voir l'article intégral et plus d'informations, sur les moyens d'agir, sur <https://www.humanite.fr/compteur-linky-pourquoi-tant-de-refus-654941>



→ Jean Denat

LES RÉPUBLICAINS - DIVERS DROITE

## QUAND MÉDIAPART ENQUÊTE SUR LA MUNICIPALITÉ

Il n'y a pas de fumée sans feu, et Genevevilliers n'est pas épargnée par les investigations de l'organe de presse dénonciateur de scandales et autres affaires nauséabondes. Le fait que ses journalistes s'intéressent à notre commune dans le cadre du Grand Paris doit nous interpeller sur la soi-disant transparence quant à la concertation entre les habitants de la commune et les différentes institutions et/ou représentants concernés par les divers choix et orientations. Faire croire à ses administrés qu'en participant à des débats ou des concertations, ceux-ci décident de l'avenir de leur com-

mune est une gageure. La municipalité est coutumière du fait et se garde bien de communiquer sur le sujet. L'intérêt des uns commence où la démocratie participative s'arrête. Affaire à suivre.

La rentrée risque encore d'être mouvementée car le gouvernement continue d'imposer ses réformes sans se soucier des choix des Français, au risque de provoquer une véritable fracture sociale. Pensons à nos jeunes futurs diplômés qui en plein examens sont partagés entre se battre contre la réforme imposée par le ministre de l'Éducation du gouvernement Macron et le fait de ne pas perdre une année complète d'études et de dur travail.

Comme chaque été, le groupe LR-Divers droite souhaite à l'ensemble des Genevevoises et Genevevois de passer de très bonnes vacances ensoleillées en famille ou entre amis. Pour contacter la présidente : [jacqueline.clerof@wanadoo.fr](mailto:jacqueline.clerof@wanadoo.fr) La permanence : [lesrepublicains92230@free.fr](mailto:lesrepublicains92230@free.fr)



→ Ahcen Meharga

CITOYENS ÉCOLOGISTES DÉMOCRATES ET INDÉPENDANTS

## LES PATIENTS DES CMS MIS À L'AMENDE...

« À partir du 5 mars 2018, tout rendez-vous non honoré et non annulé la veille fera l'objet d'une indemnité de 35 € à régler au centre de santé, non prise en charge par la Sécurité sociale ou les mutuelles. »

Voilà donc la nouvelle règle de gestion des rendez-vous dans les centres municipaux de santé de notre ville !

Ainsi, à l'instar de la vidéo verbalisation, c'est la sanction financière qui est encore choisie pour punir nos concitoyens.

Et il semble ne pas y avoir de secteur sanctuarisé car, en l'espèce, c'est le domaine de la santé qui est frappé.

Ce qu'il y a de particulièrement inquiétant dans cette mesure, indépendamment du fait qu'elle soit antisociale et discriminante, c'est qu'elle part

du postulat que les Genevevois ne peuvent avoir d'imprévus dans leur existence.

Alors que nous sommes dans une société où les emplois du temps sont très chargés et que les changements dans les plannings sont légion, il apparaît que les Genevevois seraient dispensés de ce tumulte.

Les membres de la majorité municipale pensent que les Genevevois sont des oisifs professionnels, avec des vies totalement vides et qu'ils n'ont, par conséquent, aucune raison valable de ne pas honorer un rendez-vous médical.

Certes, il faut essayer de gérer au mieux les rendez-vous avec les médecins, pour que le plus grand nombre de patients soit pris en charge dans un délai le plus court possible. Mais ce n'est pas de cette façon qu'il faut y parvenir.

Ce type d'action ne va faire qu'éloigner encore davantage les plus en difficulté de l'accès à la santé. Et dissuader certains de nos concitoyens de se tourner vers les structures publiques de santé.

Nous reviendrons sur cette mesure méprisante et totalitaire à l'encontre des Genevevois.